



printemps 2019

Ressources & Territoires

Solutions solidaires :
fabrique des
solidarités nouvelles

page 5

Récréamix 33,
100% inclusif !

page 14

A Sablons, le tout
premier Village
d'enfants girondin

page 16

L'édito



Les brèves d'actu

Sommaire

- 2.4 > Les brèves d'actu
- 5 > Solutions solidaires : fabrique des solidarités nouvelles
- 12 > Une maison de services pour tous les publics
- 13 > ella CAR, un camping-car pour l'entraide et l'autonomie
- 14-15 > Récréamix 33, 100% inclusif !
- 16-17 > À Sablons, le tout premier Village d'enfants girondin
- 18-19 > Les repères
- 20 > Selfie !

Ressources & Territoires

Photo de couverture : Potaginage® intergénérationnel - EHPAD La Pastorale à Bouliac

Crédit photo : Le Bocal Local

RESSOURCES & TERRITOIRES, le magazine édité par le Département de la Gironde, Direction de la Communication - 1 esplanade Charles-de-Gaulle CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - tél. 05 56 99 33 33 - Directeur de la Publication : Frédéric Duprat Rédactrice en chef : Brigitte Botte - Rédaction : Brigitte Botte - Crédits photo : Brigitte Botte, Roberto Giostra, photothèque du Département Paul Robin, Gironde Habitat - Le Bocal Local - Qarnot computing - Association départementale des Francas de la Gironde - Action Enfance Conception graphique : Graphism& ; Marc Vernier Graphiste : Anne-Lucie Grislain - Impression CID - Dépôt légal : mai 2014 - Tirage : 13 000 exemplaires - ISSN /2609-5513.

Ensemble, inventons les solidarités du XXI^{ème} siècle !

Notre société connaît des mutations profondes qui bousculent nos modes de vie. Qu'elles soient économiques, démocratiques, numériques ou environnementales, ces transformations exacerbent des fractures sociales et territoriales déjà existantes.

Pour y remédier, il nous faut inventer de nouvelles formes de cohésion et de coopération. Inutile d'aller chercher loin : nos territoires regorgent de talents et d'initiatives créatives dans tous les domaines !

Avec Solutions solidaires, nous faisons la démonstration que les réponses aux défis de demain se créent sur le terrain, au plus près des citoyens et des réalités qu'ils vivent au quotidien.

Organisées par le Département de la Gironde et ses partenaires, le parti-pris des journées Solutions solidaires était de donner la parole aux porteurs d'initiatives, de les mettre en lumière et en réseau, pour que d'autres puissent s'en inspirer.

Pour cette 1^{ère} édition, vous étiez plus de 1 000 participants réunis les 20 et 21 février au Pin Galant à Mérignac. Un grand merci à toutes et à tous !

L'aventure continue sur la plateforme numérique solutions-solidaires.fr sur laquelle vous pouvez d'ores et déjà déposer vos idées et découvrir toutes ces initiatives innovantes.

Le Président du Département de la Gironde

Jean-Luc Gleyze

Les rendez-vous

08/04/2019

Commission permanente
Séance plénière : Vote du taux

02/05/2019

Inauguration de la Maison du Département "Solidarités" de Bordeaux

20/05/2019

Commission permanente

26/05/2019

Élections européennes

07/06/2019

Journée des Maires à la Foire Internationale de Bordeaux

24/06/2019

Séance plénière :
Budget supplémentaire

01/07/2019

Commission permanente

Votre rendez-vous saisonnier

Ressources & Territoires

printemps 2019
est une publication saisonnière :

- ▶ de dossiers et de ressources pour les acteurs des territoires et une vitrine du laboratoire des projets territoriaux
- ▶ envoyée aux élus locaux girondins, aux entreprises et associations qui ont participé aux pactes territoriaux
- ▶ éditée à 13 000 exemplaires

Inscrivez-vous !...
En ligne, à la newsletter de cette communauté d'acteurs locaux pour recevoir tous les mois l'actualité des territoires girondins et des politiques publiques départementales par mail.
Et retrouvez votre journal trimestriel sur le portail internet du Département : gironde.fr/collectivites



Accompagner, donner des idées, suggérer, partager des expériences, donner la parole aux acteurs locaux.

PLANIFIER SCoT et SAGE, une coordination à trouver

La Gironde est un département attractif qui connaît une pression foncière importante. La question d'une gestion équilibrée des ressources en eau et des milieux aquatiques est désormais incontournable lors de l'élaboration des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT). Pour répondre à l'obligation de compatibilité du SCoT avec les outils de planification sur l'eau, le Département a créé un outil d'aide à la rédaction pour la traduction du SAGE dans les documents d'urbanisme : des idées-clefs, des exemples de rédaction, etc. Un véritable guide de traduction des SAGE. gironde.fr/sage



S'ENGAGER Partager des savoir-faire et soutenir les associations dans leur engagement

Le Département organise chaque année des rencontres sur toute la Gironde, ouvertes aux bénévoles et aux

membres des associations. Ces temps d'échanges permettent de renforcer les pratiques, de consolider et d'élargir les compétences, de partager des expériences. Les ateliers de 10 à 15 participants sont organisés autour de la vie des associations, la fonction d'employeur ou encore les financements européens.

Quelques dates à venir :

- ▶ J'organise un événement : le 29 avril à Eysines
- ▶ Les bases de la communication associative : le 16 mai à Blaye
- ▶ J'aborde les essentiels de la comptabilité associative : le 18 mai à Léognan
- ▶ Coopérer et mutualiser entre associations : le 13 juin à Talence
- ▶ Je recherche des aides financières privées : le 25 juin à Sainte-Foy-la-Grande
- ▶ Les pré-inscriptions sont obligatoires, ici : gironde.fr/benevoles



REBONDIR Soutenir l'insertion professionnelle

Avec le dispositif Rebond33, le Département aide à la création ou à la reprise d'activité destinée aux allocataires du RSA, aux travailleurs handicapés, et aux moins de 26 ans. Une subvention peut ainsi être versée à la personne physique pour la création ou la reprise. Son montant représente

35% des dépenses éligibles, plafonné à 5 000 euros. Été accompagné est une des clés de la réussite d'un projet d'insertion.

Depuis 2017, Rebond33 a conforté 150 projets initiés par les Girondines et les Girondins. gironde.fr/rebond33



SE CONNECTER Plan Gironde Haut Méga, tenir ses engagements

Depuis mars, les premières prises de fibre optique sont ouvertes à la commercialisation (2 964 prises ouvertes en mars). Les entreprises et foyers de Gironde sont progressivement raccordés au réseau public très haut débit pour atteindre une vitesse de croisière de 80 000 prises par an en moyenne.

Le raccordement depuis le point de branchement optique (PBO) jusqu'à la future prise fibre optique (PTO), située à son domicile, sera réalisé par le fournisseur d'accès à internet auprès duquel l'abonnement aura été souscrit. Il est effectué soit en aérien, soit en souterrain en fonction de l'existant. Pour découvrir la nouvelle rubrique pour l'aménagement des parcelles privées et préparer la venue du technicien : [Que faire à mon domicile ? girondehautmega.fr](http://girondehautmega.fr)

la question

à Christine BOST
1^{re} Vice-présidente
chargée des synergies,
stratégies et développement
des territoires



Comment le Département poursuit-il la valorisation des bonnes solutions issues des territoires ?

Qui mieux que les territoires eux-mêmes pour faire émerger les solutions adaptées à leurs nécessités mais aussi aux transformations plus profondes de notre société et de notre planète ? C'est dans cet esprit que le Département élabore, depuis de nombreuses années, ses politiques publiques : avec les acteurs associatifs, les collectivités, les usagers, les citoyens.

Ce rendez-vous annuel Solutions solidaires est donc une nouvelle étape dans le dialogue que nous conduisons avec l'ensemble de nos partenaires. Lieu d'échange d'expériences, de partage des contraintes mais aussi des opportunités, de discussions voire de contradictions, c'est finalement une immense et belle vitrine pour tous « ceux d'ici » mais aussi « ceux d'ailleurs » qui ont apporté des réponses innovantes, voire inattendues à côté de « chez nous » et partout en France.

Par cet événement le Département institutionnalise la résonance des bonnes idées, il fédère les agitateurs d'intelligence collective, et ceci au bénéfice de chacun pour le mieux vivre de tous !

Les brèves d'actu

▼ suite



DÉBROUSSAILLER Réduire la densité de végétation et limiter la propagation des incendies

Le Code forestier impose un débroussaillement latéral aux collectivités territoriales propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, y compris dans le domaine privé. Le Règlement Interdépartemental de Protection de la Forêt contre les Incendies (RIPFI) détaille les mesures à mettre en œuvre, notamment les débroussailllements le long des routes départementales à la charge du Département. La Gironde, c'est 483 000 ha de massif boisé dont 440 000 ha classés à haut risque de feu. Le Département a hiérarchisé un linéaire de RD de près de 3 000 km, soit une surface totale estimée à environ 1 500 ha, sur 159 communes considérées comme particulièrement sensibles au risque "feu de forêt" : les communes forestières. Les travaux ont débuté mi-novembre 2018.

Chiffres-clés :

Environ 3 000 km de RD concernées par le RIPFI

- ▶ **100 000 €** de travaux sur le Bassin d'Arcachon en 2018 (une dizaine de km débroussaillée)
- ▶ **400 000 €** d'enveloppe prévisionnelle en 2019
- ▶ **300 000 €** de travaux sur le Bassin d'Arcachon, mars 2019
- ▶ **100 000 €** de travaux dans le Médoc, hiver 2019-2020

gironde.fr/risque-incendie



LES TWEETS

> **Fête des collégiens :**
jeudi 6 juin au Parc Palmer
à Cenon

> **La signature du contrat
Ville d'équilibre** de
La Réole a eu lieu le 15 mars

Les prochains **Conseils de territoire**
se dérouleront partout en Gironde
de mai à juin 2019
gironde.fr/collectivites

Solutions solidaires : fabrique des solidarités nouvelles

INNOVER - EXPERIMENTER - REFORMER

Le monde connaît des mutations profondes : démocratique, écologique, économique et numérique. Ces changements creusent les fractures et exacerbent les inégalités déjà existantes dans notre société.

L'agitation sociale que traverse notre pays ces derniers mois en est l'illustration.

Les transitions amorcées doivent se faire de manière équitable à condition d'inventer les solidarités nouvelles et d'imaginer de nouvelles réponses sociales. L'expérimentation locale est une solution.

Ouverte, territoriale et citoyenne, Solutions solidaires est la fabrique de ces solidarités nouvelles, l'opportunité pour repenser nos modèles et faire société.





Solutions solidaires, 20 et 21 février 2019

Ressources & Territoires était présent au rendez-vous Solutions solidaires les 20 et 21 février derniers, au Pin Galant à Mérignac. Ces deux jours ont permis de croiser, comparer et projeter vers l'avenir des idées et des expérimentations, afin d'imaginer des parcours de vie plus équilibrés et plus équitables.

Des expérimentations ont été présentées et débattues et de nombreuses pistes, confrontées : revenu de base, territoire zéro chômeurs de longue durée, nouvelles pratiques de travail social et d'accompagnement professionnel, coopératives énergétiques citoyennes, tiers-lieux collaboratifs, régies agricoles communales, radiateurs numériques, développement du langage chez les jeunes enfants, habitat intergénérationnel, mutuelles départementales, budgets participatifs...

Lancé à l'initiative du Département de la Gironde et en partenariat avec Terra Nova, la Fondation Jean-Jaurès, Up, Harmonie mutuelle, l'Avisé, Usbek & Rica, Alternatives économiques et Actifs Radio, Solutions solidaires est l'événement de l'innovation sociale.

Il a rassemblé des personnalités, experts, think tanks, associations, entreprises, mutuelles, élus et citoyens autour des réponses à apporter face aux changements environnementaux, numériques, économiques ou démocratiques. Il a donné la parole à celles et ceux qui font avancer, au quotidien, les solidarités. Il s'agit aujourd'hui de partir de leur expérience de terrain pour tracer un chemin de transformation sociale.



Solutions solidaires, 20 et 21 février 2019

« Innover, ce n'est pas avoir une nouvelle idée mais arrêter d'avoir une vieille idée. »

Edwin H. Land, inventeur et scientifique américain.

En mettant en avant le croisement étroit des pratiques et des idées, ces journées permettent de conforter et de concevoir de nouveaux modèles. En faisant le pari d'une démarche neuve et prometteuse, l'expérimentation locale, ces échanges rappellent qu'il faut donner toute leur place aux territoires dans ce travail.

Solutions solidaires est un projet au long cours. C'est aussi une plateforme pour animer et prolonger un large débat autour des solidarités nouvelles, dans un foisonnement d'idées, d'expériences et d'initiatives afin d'inventer ensemble les protections de demain.

Pour y participer : solutions-solidaires.fr

POINT DE VUE

Jean-Luc Gleyze,
président du Département
de la Gironde

Notre société subit des mutations profondes, qu'elles soient économiques, démocratiques, numériques ou environnementales. Ces transformations entraînent de grands changements dans nos modes de vie auxquels il faut nous adapter. Cela implique de repenser collectivement de nouvelles formes de cohésion et de coopération.

Avec Solutions solidaires, nous faisons la démonstration que les réponses aux nouveaux enjeux se créent sur le terrain, au plus près de nos concitoyennes et nos concitoyens et des réalités qu'ils vivent au quotidien. Nos territoires sont porteurs d'innovation. Le rôle des Départements, c'est de mobiliser les idées et les énergies, de tester via l'expérimentation les solutions les plus prometteuses et de les diffuser lorsqu'elles sont concluantes.

Solutions solidaires est à la fois une plateforme permanente et un événement qui nous réunira chaque année, visant à agréger ces initiatives et à leur donner une caisse de résonance nationale voire internationale. Au travers d'une diversité d'intervenantes et intervenants et de nombreux témoignages, nous découvrons toute l'inventivité de nos territoires mais nous contribuons aussi à faire avancer le débat.

Vivre avec,
inventer de nouvelles solutions d'habitat pour retisser le lien intergénérationnel



Jean Bouisson

assuré par l'association après une phase d'essai d'un mois. Le travail sur la présence et le contrat établi par la convention d'hébergement sont au cœur de la méthode : s'engager à être là l'un pour l'autre.

Jean Bouisson,
Professeur émérite à l'Université de Bordeaux
Président de l'association Vivre avec
www.logement-solidaire.org

Le Bocal Local, développer la capacité alimentaire de tout un territoire

Communale Evolutive. L'association propose l'ingénierie nécessaire pour permettre aux collectivités de retrouver une capacité alimentaire et de relocaliser une partie de la production destinée à la restauration collective.

Avec 6 emplois dont 2 en insertion, et 2 supplémentaires prévus en 2019, Le Bocal Local contribue au développement économique local dans une logique de développement durable, de culture raisonnée, diversifiée et solidaire.

Le Potaginage®, où Le Bocal crée des potagers collectifs sur des principes de permaculture et d'agroécologie. Pour le compte de communes ou de bailleurs sociaux, l'asso se charge de tout : gestion de l'espace, animations d'ateliers, accompagnement des jardiniers médiateurs. Enfin, il y a **TRACE, Tremplin vers une Régie Agricole**



Potaginage® pour tous



La Cabane à Projets, promouvoir une charte pour une alimentation de qualité, bio et locale, accessible à tous

Le Centre socioculturel intercommunal La Cabane à projets est un lieu ouvert à tous, conçu avec les habitants de la Communauté de communes du Crémone. Agrée par la CAF, *La Cabane* porte ce projet participatif et social. L'épicerie solidaire est au cœur de l'intention, fondée sur la mixité sociale dans le but d'assurer l'accès de tous à une alimentation de qualité, en production et en approvisionnement local. Le jardin partagé fournit sa récolte à l'épicerie solidaire : le cercle est vertueux. La Communauté de communes des Coteaux bordelais, et celle de l'Entre-Deux-Mers ont pris appui sur cette expérience et son rayonnement pour co-écrire avec la CDC du Crémone et le Département une charte signée fin 2018 par l'ensemble des acteurs. Il s'agit de répondre au défi alimentaire en s'appuyant sur les nombreuses initiatives locales (épiceries solidaires, jardins partagés, ateliers cuisine...) et sur les acteurs du territoire, de travailler sur la restauration collective et le soutien aux producteurs locaux, enfin, de structurer l'action territoriale pour permettre un accès pour tous à une alimentation saine, équilibrée, produite localement et accessible financièrement.

POINT DE VUE



Johanna Dagorn, sociologue à l'Université de Bordeaux, laboratoire Laces et co-directrice des cahiers de la LCD (Lutte Contre les Discriminations)

Lutter contre les inégalités et les discriminations : une approche solidaire, individuelle et collective

Mettre les solidarités en avant, c'est penser le système en mettant l'humain au cœur de ce dernier. C'est prendre le pouls d'une société à travers chaque personne qui la constitue et notamment les plus fragilisées d'entre elles. En traitant des questions de justesse et de justice sociale, nous posons la question de l'égalité non en tant que principe ex nihilo, mais dans les ruptures d'égalités, au croisement des inégalités sociales et des discriminations. Pour ce faire, il est primordial de les penser jusqu'à leur mise en œuvre au plus près des territoires et des citoyens.

Un projet porté par le Département pour les habitants et avec les habitants.

Sandra Olivaud,
directrice du Centre socioculturel et intercommunal
Tél. 05 57 34 42 52
contact@lacabaneaprojets.fr
www.lacabaneaprojets.fr

Transfer, trouver un emploi à des personnes éloignées du marché du travail

L'opération **D2C, Développement Carrières et Compétences**, expérimentée en Gironde depuis 2012 sur les territoires des Hauts-de-Garonne, des Graves, du Sud Gironde et du Médoc, met en relation les demandeurs d'emploi en situation de précarité et les entreprises qui peinent à recruter.

Le dispositif, porté par l'association *Transfer*, et financé par le Département et le Fonds social européen à hauteur de 50%, a fait ses preuves.

Modèle de médiation locale, directe et active, D2C fait bouger les manières de penser. Il répond, d'une part, aux besoins des petites entreprises dans la gestion des ressources humaines et le processus de recrutement jusqu'à l'embauche, et d'autre part, travaille au retour à l'emploi durable et qualifié d'un public en grande précarité, issu de Pôle Emploi, des services sociaux ou d'associations solidaires. En 2019, le dispositif s'étendra sur le Bassin d'Arcachon, la Haute-Gironde et le Libournais.

Prospection des entreprises locales, création d'un réseau, exploration du marché caché, connaissance des entreprises et des publics, proximité et réactivité : l'opération D2C est un formidable accélérateur d'innovation sociale dans la lutte contre le chômage de longue durée et la précarité.

Olivier Foschia,
directeur de *Transfer*. Tél. 05 56 48 63 63
www.transfer-iod.org
gironde.fr/d2c



Les conférences familiales, redonner le pouvoir de décision aux gens et développer leur pouvoir d'agir

La conférence familiale est un processus de prise de décision collective qui s'adresse à n'importe quelle famille qui rencontre une difficulté sociale. Les relations familiales, la vie scolaire, l'insertion sociale, la lutte contre la précarité, la protection de l'enfance, la vieillesse, la maladie, sont autant de sujets pour lesquels la *Conférence familiale* peut être utilisée. La méthode est simple. Elle permet à la famille en demande d'identifier et de formuler la difficulté, ou la crise qu'elle traverse, et de décider des actions à mettre en œuvre, avec tous ceux qui lui sont proches, pour surmonter le problème avec eux. Le parcours mobilise les capacités de la famille et celles du réseau social de proximité pour trouver sa propre solution.

Un coordinateur, neutre et indépendant, formé à ce rôle, prépare et facilite le cheminement qui mène à la décision, lors d'un cercle de paroles c'est-à-dire à la conférence familiale. C'est le parcours qui compte, car in fine, c'est sans le professionnel que la décision sera prise, par la famille elle-même.

La Conférence familiale se fonde sur le concept d'empowerment, qui restitue le pouvoir à la famille : un véritable changement dans le développement social. Le Département de la Gironde expérimente cette méthode dans le champ de l'action sociale sur le territoire du Bassin d'Arcachon depuis 2017.

Christophe Jabet,
référent en prévention à la Maison du Département « Solidarités » à Blaye et coordinateur des conférences familiales. Tél. 05 56 99 40 19
c.jabet@gironde.fr



Les partenaires :



Qarnot Computing, proposer un chauffage gratuit pour des logements sociaux avec des radiateurs numériques

Le radiateur embarque des processeurs informatiques qui produisent des calculs pour de grandes entreprises de milieux divers. En procédant à ces calculs, les processeurs produisent de la chaleur qui est utilisée pour le chauffage domestique. Chauffer des logements grâce à la chaleur des ordinateurs n'est pas une utopie. C'est le pari réussi de la start-up française Qarnot Computing qui s'engage ainsi à lutter contre la fracture sociale, énergétique et numérique.

L'entreprise vient d'équiper intégralement un bâtiment de quatre niveaux avec 346 radiateurs numériques QH-1. De fabrication française, ces radiateurs permettront aux habitants des 49 nouveaux logements sociaux de Gironde Habitat de la résidence Florestine à Bordeaux, de se chauffer gratuitement : une première mondiale ! Ils produiront également du chauffage gratuit pour la Maison du Département « Solidarités » de Bordeaux Grand Parc. Les radiateurs QH-1 intègrent également un accès wifi.

L'empreinte énergétique directe des data-centers, des serveurs, des terminaux est croissante. Ces radiateurs astucieux qui utilisent des micro-processeurs comme source de chaleur participent d'une démarche solidaire et innovante dans la lutte contre la précarité énergétique. Et bientôt la chaudière numérique arrive !

Miroslav Sviezeny,
directeur général de Qarnot Computing
press@qarnot.com



Qarnot Computing



Ici et maintenant - La Gironde s'invente est un road movie de 56 minutes mettant à l'honneur des initiatives innovantes et positives dans toute la Gironde.

Synopsis

Le Département de la Gironde cherche à explorer de nouvelles voies afin d'inclure tous ses habitants et de construire un futur plus respectueux des êtres humains, du vivant et de l'environnement. Riche d'une très grande diversité de territoires: métropolitains, agricoles, ruraux, littoraux, forestiers, la Gironde soutient activement les acteurs locaux porteurs de projets en faveur des transitions sociales et écologiques.

C'est pour faire connaître toutes ces initiatives innovantes et positives que le Département a souhaité produire un road movie. Capacité alimentaire, culture, viticulture, vivre ensemble, partage de savoirs, zéro déchet et économie circulaire, ce film trace le portrait d'une Gironde alternative, en transition qui fourmille d'acteurs, d'idées et d'énergies positives.

De septembre à novembre 2017, les réalisateurs Chloé Legrand et Olivier Desagnat, de l'association *D'Asques et D'Ailleurs*, ont sillonné le département et rencontré des femmes et des hommes initiateurs de projets singuliers qui entrent en résonance sur tout le territoire. Le film raconte la transition d'un quotidien tranquillement résilient, qui opère par petits gestes et transforme en douceur la société pour un futur désirable.

Le film est diffusé dans toute la Gironde pour ouvrir le débat et faciliter, partout et pour tous, le passage à l'action.

Les projets

Pour identifier les initiatives girondines, le Département s'est appuyé sur le réseau et les Trophées Agenda 21, le Tour de Gironde des initiatives co-porté par la Maison de la Nature et de l'Environnement et Gironde en transition, considérant ainsi un maillage de plusieurs centaines de projets.

Le choix s'est porté sur 16 initiatives essayant ainsi de mettre en lumière la diversité des sujets, des territoires, des porteurs de projet, des personnes impliquées et portant une attention particulière à des démarches collectives, participatives et inclusives.

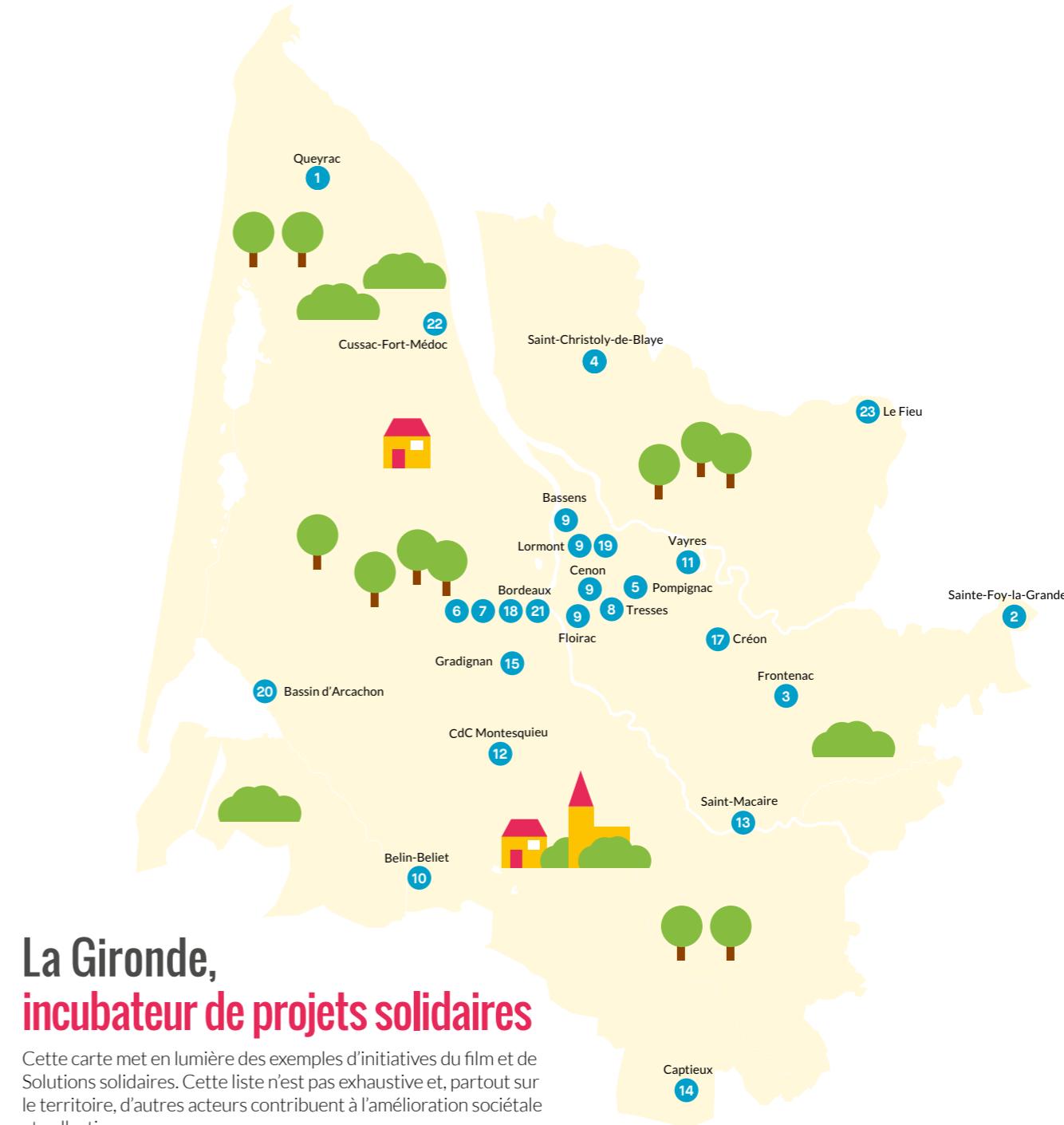
Prochaines diffusions

Pour découvrir la bande annonce et les prochaines séances près de chez vous et alimenter la carte participative, donc par définition, toujours en construction, c'est ici :

gironde.fr/la-gironde-sinvente

Tous les planteurs de graines de solutions sont invités à partager les projets en émergence ou existants.

Le film sera mis en ligne avant l'été sur la chaîne YouTube du Département de la Gironde.



La Gironde, incubateur de projets solidaires

Cette carte met en lumière des exemples d'initiatives du film et de Solutions solidaires. Cette liste n'est pas exhaustive et, partout sur le territoire, d'autres acteurs contribuent à l'amélioration sociétale et collective.

- 1 Permaculture Médoc
Queyrac
- 2 Open Bidouille Camp 33
Bordeaux
- 3 Les râteleurs
Sainte-Foy-la-Grande
- 4 La Ferme de la Glutamine
Tresses
- 5 Nicolas, musicien et paysan-boulanger
Frontenac
- 6 Parc des côteaux
Bassens, Lormont, Cenon, Floirac
- 7 Saint-Christoly-de-Blaye
Château Nodot
- 8 Recyclerie
Belin-Beliet
- 9 Le Bocal Local
Pompignac
- 10 Famille témoin «zéro déchet»
CDC Montesquieu
- 11 Le SMICVAL Market
Vayres
- 12 Darwin
Bordeaux
- 13 Les Simones et les Mauhargats
Saint-Macaire
- 14 École de la Chrysalide
Captieux
- 15 Association Chaam
Gradignan
- 16 Aquitaine A.O.C. de l'égalité
Captieux
- 17 La Régie agricole
Cussac-Fort-Médoc
- 18 L'Usine végétale
Le Fieu
- 19 Transfer - D2C
Lormont
- 20 Les conférence familiales
Bassin d'Arcachon
- 21 Qarnot Computing
Bordeaux
- 22 La Cabane à projets
Créon
- 23 Vivre avec
Bordeaux

Une maison de services pour tous les publics



La Maison de services au public est un lieu d'accueil unique pour accompagner les habitants d'un territoire dans leurs démarches du quotidien. Le public bénéficie d'un point d'accueil de proximité, d'un relais des administrations et de services dans les domaines de la protection sociale, de l'insertion et de l'emploi, de l'accès aux droits, de la citoyenneté mais aussi de la santé, du logement ou du handicap. A mi-chemin des Maisons du Département « Solidarités » situées à Libourne et à Sainte-Foy-la-Grande, la MSAP Gironde Castillon Pujols a trouvé sa place.

Un lieu unique

A l'étage, la Maison des services au public abrite les services du Département, et notamment la Maison du Département « Solidarité » de Castillon-la-Bataille : on y retrouve les assistantes sociales, éducateurs, psychologues, chargé.es d'insertion et aussi puéricultrices, sages-femmes, infirmières et médecin. Ici, les permanences du Centre de planification ont été élargies et l'IVG médicamenteuse est expérimentée. Dans une autre aile du bâtiment, sont réunis les services de la ville de Castillon, tels que le CCAS et les services d'aides à domicile.

Le rez-de-chaussée héberge l'ensemble des partenaires dont la Mission Locale, un accueil ouvert sur une salle d'attente et l'espace CLICS, très fréquenté.

APRÈS DEUX MOIS D'OUVERTURE, LA MAISON A DÉJÀ REÇU 1 363 personnes ET TRAITÉ 1 666 demandes (infos, conseils, rendez-vous...) pour un public en majorité âgé de 25 à 49 ans.

ou plusieurs ordinateurs sont en libre accès pour les démarches administratives, souvent accompagnées par l'animatrice des usages numériques. Les salles de réunion équipées ont un accès direct de l'extérieur pour les organismes de formation ou les partenaires.

Au cœur de la vie locale

Emmanuelle Gonzalez de la CdC Castillon-Pujols et Cécile Lahoucine de la Maison du Département « Solidarités » de Sainte-Foy-la-Grande, le binôme de jeunes femmes dynamiques qui coordonne, organise et fait vivre l'endroit, n'a pas ménagé sa peine depuis l'ouverture du lieu, le 3 décembre 2018 ! La fréquentation est plus forte le matin, et ce jour-là, une jeune femme descend l'escalier avec son bébé et confie : « Ça fait deux heures que je suis là... mais j'ai tout fait ! » De la PMI au CCAS en passant par l'espace CLICS, elle a trouvé ici tous les services dont elle avait besoin.



Accueil de la MSAP

Gain de temps, proximité des interlocuteurs, connaissance du public, fluidité de l'information... Ça change tout ! « Son emplacement au cœur de la vie locale, proche d'une école primaire et d'un Ehpad, favorise l'ouverture et la vie du lieu. Il décloisonne les offres de services et s'inscrit parfaitement dans le projet de revitalisation de la commune », explique Jacques Breillat, maire de Castillon-la-Bataille. C'est la ville qui a porté le projet en partenariat avec le Département. La logique de projet a mobilisé de nombreux partenaires autour de cette chaîne de valeurs.

Contacts

Maison des services au public Gironde Castillon Pujols
• Emmanuelle Gonzalez, coordinatrice
• Cécile Lahoucine, responsable de circonscription d'action sociale
2, rue du 19 mars 1962
33 350 Castillon-la-Bataille
Tél. 05 57 41 52 60
msap@castillonpujols.fr

Département de la Gironde
Maison du Département « Solidarités » du Libournais
Sylvie Pointel, directrice
Maison du Département « Solidarités » de Castillon-la-Bataille
Tél. 05 57 51 48 70
mdsi-stefoylagrande@gironde.fr

Mairie de Castillon-la-Bataille
Jacques Breillat, maire
25, place Turenne
33 350 Castillon-la-Bataille
Tél. 05 57 40 00 06
Communauté de communes de Castillon-Pujols
7 allée de la République - BP116
33 350 Castillon-la-Bataille
Tél. 05 57 56 08 70
cdc.castillonpujols@wanadoo.fr



Le camping-car d'ella CAR

Avec l'usager

Les professionnels et partenaires sont très investis dans le fonctionnement de la MSAP, sans compter les usagers, mobilisés depuis le démarrage du projet ! « Ici, on ne vient pas consommer des rendez-vous. Cette grande Maison appartient aux habitants et ce sont eux qui la font vivre avec nous », insiste Emmanuelle, coordinatrice. Depuis son ouverture, les usagers et les professionnels se retrouvent lors d'ateliers animés par un sociologue et un philosophe afin de co-construire le fonctionnement de la MSAP. Par exemple, les groupes de travail se sont engagés sur l'aménagement extérieur de la MSAP avec différentes associations : organisation d'un troc plantes avec l'Ehpad et l'école tout proches, réalisation d'une fresque sur le mur voisin, récupération de palettes pour le mobilier extérieur...

La Maison de services au public, véritable laboratoire de services !
gironde.fr/maison-solidarites

Bernard Castagnet,
Vice-président chargé de l'attractivité territoriale, de l'initiative économique locale et du tourisme

« Ce nouveau lieu ressource permet de renforcer l'offre des services, le travail partenarial, la bonne orientation des usagers et d'animer un projet de territoire. Initiative concertée et innovante, la MSAP relève d'une réflexion commune autour d'un projet tourné vers l'habitant. »

Le pourquoi du comment

Montant total des travaux de la MSAP 920 000 €

FINANCEMENTS ET PARTICIPATIONS DÉPARTEMENT :
398 000 € + 21 agents + pilotage du projet + conseils en ingénierie

ÉTAT (DETR ET FSIL) :
215 000 €

VILLE DE CASTILLON-LA-BATAILLE :
138 000 € + 1 demi-poste

CDC CASTILLON-PUJOLS :
40 000 € + 1 coordinatrice MSAP + 2 demi-postes

ella CAR, un camping-car pour l'entraide et l'autonomie



Tournées en équipe

Avec ella CAR, Gironde Habitat expérimente l'itinérance en Sud Gironde et dans le Médoc depuis mai 2018. Le camping-car va à la rencontre des locataires du bailleur social, âgés de 65 ans et plus. ella CAR rend des services auprès des personnes âgées ou vivant avec un handicap, assure entraide et lien social à domicile. Direction Castets-et-Castillon.

Écoute et lien social

Rendez-vous à la résidence de Gironde Habitat « Les Hauts de Castets », sous une pluie battante. Le camping-car est bienvenu pour s'abriter, prendre un café et discuter ! Ce matin, Samantha, l'ergothérapeute a rendez-vous chez Mauricette et Rémy, un couple de septuagénaires. La jeune femme passera en revue toutes les problématiques du couple de locataires, dans un long échange. « Deux heures... Il faut bien ce temps-là pour créer du lien, pour décrypter les besoins dans une conversation à bâtons rompus » explique-t-elle. Elle les amènera doucement à confier leur histoire, leur parcours de vie, d'accidents et de maladies, les gestes de leur quotidien, leurs passe-temps préférés, pour mieux appréhender leur état de santé et leur niveau d'autonomie.

L'évaluation de leurs besoins locatifs permettra de les orienter vers des organismes appropriés, pour faire une demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) par exemple, pour flétrir un parcours de soins ou une demande de fauteuil roulant, mais aussi pour faire remonter auprès du bailleur social les travaux ou les aménagements nécessaires à une autonomie sécurisée.

Aujourd'hui, ella CAR totalise déjà 113 visites en Sud Gironde et environ 120 dans le Médoc.

gironde.fr/handicap-grand-age
gironde.fr/conferencedesfinanceurs



Edith Moncucut,
Vice-présidente chargée de l'autonomie, du handicap et de la politique de l'âge

« Le Département a choisi la voie de l'innovation sociale pour répondre aux défis de l'autonomie. Ainsi, nous généralisons la concertation et la co-construction des projets, les soutenons, et nous contribuons ensemble à inventer un modèle de société faisant une place pleine et entière aux personnes âgées et aux personnes vivant avec un handicap. »

Le pourquoi du comment

ella CAR, C'EST :
1 camping-car • 2 territoires en expérimentation (Médoc et Sud Gironde)
• 2 ergothérapeutes • 6 services civiques en contrat de huit mois

BUDGET DE L'EXPÉRIMENTATION SUR 2 ANS :

350 000 € dont 90 000 € de financement par la Conférence des financeurs* (Département de la Gironde, Agence régionale de santé, Carsat, MSA et Sécurité sociale indépendants)

*Mise en place par la loi d'adaptation de la société au vieillissement de 2015, la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie soutient des actions collectives et individuelles destinées aux personnes de 60 ans et plus. Garantir la santé des seniors, lutter contre l'isolement, retarder l'entrée dans la dépendance et lutter contre la séentarité, telles sont ses missions.

La présidence est assurée par Edith Moncucut.

Contacts

Gironde Habitat
Perrine Ilongo, Pôle de gestion et proximité
CS 71 232
40 Rue d'Armagnac
33 074 Bordeaux Cedex
Tél. 05 57 59 27 27
p.ilongo@gironde-habitat.fr
www.gironde-habitat.fr

Département de la Gironde
Pôle Solidarité Autonomie
1 Esplanade Charles-de-Gaulle
CS 71223
33 074 Bordeaux cedex
Tél. 05 56 99 66 99
Plateforme Accueil Autonomie
Du lundi au jeudi de 9h à 17h15
et le vendredi de 9h à 16h30



Récréamix 33, 100% inclusif !



#inclusion #autonomie
#handicap #innovationsociale



L'accès de tout enfant aux activités de loisirs est un droit fondamental, y compris pour les enfants vivant avec un handicap. Refuser cet accès en raison d'un handicap est constitutif d'une discrimination.*
La question à laquelle sont confrontés les élus n'est pas celle de savoir si la commune - ou la Communauté de communes - va assurer cet accueil, mais comment elle va le faire ?
Récréamix 33 s'est emparé de cette mission d'inclusion avec la volonté d'être un maillon, de sensibiliser et de former.

Faciliter l'inclusion

Récréamix 33 est une plateforme de services qui vise à faciliter l'inclusion des jeunes Girondines et Girondins de 3 à 18 ans vivant avec un handicap, dans les accueils de loisirs. En effet, le besoin d'un mode de garde ou d'accompagnement hors temps scolaire, de répit, de conciliation des temps professionnels et familiaux, laissent les familles, parfois désespérées. Fondatrice de *Familles extraordinaires*, association expérimentée dans les loisirs des enfants vivant avec un handicap, Julie Baumgarten s'est emparée du sujet. Ainsi le collectif de parents s'est impliqué dans la création de Récréamix 33 et a écrit le projet avec des assistantes maternelles, des professionnels médico-sociaux, de la petite enfance et du sanitaire.

S'adapter aux besoins de l'enfant

Julie Baumgarten, aujourd'hui coordonnatrice de Récréamix 33, explique : « Ici on ne parle plus d'intégration mais d'inclusion, on travaille à l'adaptation de la société aux jeunes vivant avec un handicap, et non l'inverse. »

Dès janvier 2018, l'Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées (AdiaphH) et Récréamix 33 conjuguent leurs compétences et leur volonté : celles du secteur médico-social et celles de l'accueil de loisirs, en associant les Francas de la Gironde pour une gouvernance partagée. « Il s'agit de faire profiter de notre expérience - de parents ou de professionnels - de mettre en relation les partenaires institutionnels et associatifs, les élus et les accueils de loisirs qu'ils soient, accueils périscolaires, centres sociaux, clubs sportifs etc., de les amener à repenser leurs pratiques et leur fonctionnement » ajoute-t-elle. En un an, Récréamix 33 est ainsi devenu l'interface incontournable entre les familles et les organisateurs d'accueils de loisirs.

Baliser le terrain

80% du travail est de déconstruire les stéréotypes. « Communiquer sur l'inclusion implique de mailler le territoire : former, informer, sensibiliser les structures d'accueil d'enfants partout en Gironde. Nous les aidons à engager les changements nécessaires face aux mutations du secteur médico-social, à penser les adaptations pour permettre l'accueil de l'enfant. » commente Julie Baumgarten.

« Bon sens, réseaux, partenariats, et mode de gouvernance, sont la force de notre projet. C'est un projet global qui nécessite de baliser le terrain, de rassurer, de mesurer les difficultés que cela

peut générer chez chacun, et d'accompagner tout le monde dans l'aventure ! » conclut-elle.

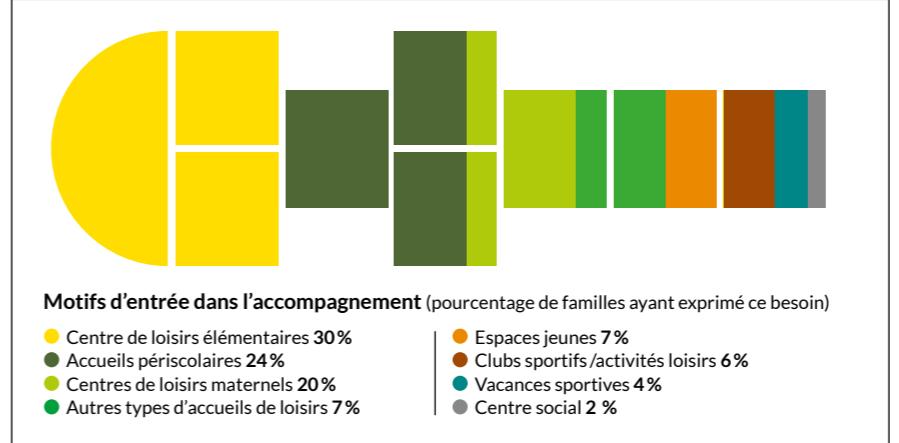
En 10 ans, le nombre d'enfants ou de jeunes vivant avec un handicap scolarisé a triplé. Par conséquent, les demandes d'accueil sur les temps scolaires et extrascolaires augmentent et continueront d'augmenter. En 2018, 54 situations ont été accompagnées par Récréamix 33. Ce qui paraît encore aujourd'hui être une situation à la marge, sera demain la norme, avec l'ouverture du secteur médico-social hors les murs.



« Faire des gens meilleurs »

« C'est une véritable opportunité de se préparer à ce qui attend la société, à cette transition inclusive », reprend la jeune femme de Récréamix 33. « Il s'agit de penser la loi de 2005 comme une chance pour la population ! Les adaptations pensées pour les personnes vivant avec un handicap servent à tous : la rampe d'accès pour la personne en fauteuil roulant rend également service à la maman avec sa poussette. » Julie Baumgarten termine, confiante : « Je crois à la capillarité. Quand on a été en contact avec des personnes différentes, on ne regarde plus jamais le monde de la même manière... On fait des gens meilleurs. »

gironde.fr/handicap-grand-age



Typologies des accueils de loisirs concernés par les interfaces de Récréamix 33

56% Besoin d'accès loisirs	50% Besoin d'un mode de garde	33% Besoin de fréquentation d'un environnement différent	30% Besoin de socialisation	5% Besoin de répit de l'aîtant
--------------------------------------	---	--	---------------------------------------	--

Sources : Récréamix 33

La Gironde, territoire 100% inclusif

L'enjeu de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par le Secrétariat d'Etat chargé des personnes handicapées est de parvenir à construire une réponse collective et surtout partenariale, adaptée à la singularité des besoins et aux réalités des Girondines et des Girondins. Le territoire girondin possède des atouts à développer et jusqu'au 30 mars 2019, il s'agira, avec les partenaires engagés dans la démarche, d'inviter les élus, les organismes, les institutions, les opérateurs et les citoyens à prendre part au débat et élaborer une feuille de route sur les six axes déclinés ci-dessous :

- L'accès aux droits et l'adaptation de l'information pour accompagner l'exercice de la citoyenneté.
- Cette coopération permettra d'expérimenter de nouvelles approches.
- **Partenaires signataires de la candidature AMI Territoire 100% inclusif :**
- Département de la Gironde • Académie de Bordeaux • Agence Régionale de Santé (ARS)
- GIP MDPH • Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) • Délégation territoriale au Handicap Nouvelle Aquitaine du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) • Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) • Les services de l'Etat (Direction générale de la Cohésion sociale, DGCS33 et Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE 33).

Contacts

Adiaph - Association pour le Développement, l'Insertion et l'Accompagnement des Personnes Handicapées
Julie Baumgarten, coordinatrice
97 Avenue Thiers
33 100 Bordeaux
Tél. 06 69 15 07 34
www.adiph.fr

Familles extraordinaires
16, rue Aristide Maillo
33 400 Talence
familles.extraordinaires@yahoo.fr
familles-extraordinaires.webnode.fr

L'association départementale des Francas de la Gironde
44-50 Boulevard George V
33 000 Bordeaux
Tél. 05 57 77 28 10
www.francas33.fr
www.facebook.com/FrancasGironde

Département de la Gironde
Pôle Solidarité Autonomie
1 Esplanade Charles-de-Gaulle
CS 71223
33074 Bordeaux cedex
Tél. 05 56 99 66 99

Plateforme Accueil Autonomie
Du lundi au jeudi de 9h à 17h15 et le vendredi de 9h à 16h30

Cellule Ressource Handicap
Véronique Labidoire, puéricultrice de PMI référente
Tél. 05 56 99 33 33 - poste 6467
v.labidoire@gironde.fr

Stéphanie Loiseau, médecin de PMI référente
Tél. 05 56 99 35 24
s.loiseau@gironde.fr

Le pourquoi du comment

► **Le Département de la Gironde** participe au financement d'un poste de coordonnateur pour le projet Récréamix 33 via le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) de l'AdiaphH, à hauteur de 25 000 euros.

► **L'Adiaph** est également financée par le Département dans le cadre des établissements (foyers occupationnels, foyers d'hébergement...) et du service d'accompagnement à la vie sociale.

► **La Cellule Ressource Handicap** du Département favorise l'accueil des enfants vivant avec un handicap dans les lieux de vie des 0-6 ans.



Sébastien Saint-Pasteur,
Conseiller départemental délégué à l'économie sociale et solidaire et l'innovation sociale,
Président de la Commission départementale Politique du handicap et de l'inclusion

« Pouvoir laisser son enfant en accueil de loisirs paraît être une évidence. Cela devient beaucoup plus compliqué lorsque votre enfant est en situation de handicap. En soutenant le dispositif Récréamix 33, le Conseil départemental de la Gironde illustre sa volonté d'agir de façon globale sur tous les secteurs qui participent à l'inclusion, du droit à faire famille via l'adoption d'un dispositif novateur sur l'handi-parentalité à celui du logement via l'élaboration d'un Plan départemental sur l'habitat inclusif. Retenu par le Ministère comme « Territoire 100% inclusif », le Département souhaite mettre l'ensemble du territoire en mouvement avec et pour l'inclusion des personnes vivant avec un handicap. »

À Sablons, le tout premier village d'enfants girondin

#protectiond'enfance #accueil
#fratrie #enfantsconfiés
#ActionEnfance



Expérience de l'accueil

En 2017, le Conseil départemental de la Gironde a lancé un appel à projets pour la création de 50 places d'accueil en protection de l'enfance, répondant ainsi aux besoins de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Action Enfance, fondation reconnue d'utilité publique, a remporté la consultation en présentant un projet de Village d'enfants à Sablons dans le Libournais. Ce projet d'éco-village proposera un accueil de type familial, fondé sur le partage du quotidien. Rendez-vous à la rentrée 2020 pour l'ouverture !

«Comme dans une famille...»

Le projet éducatif va dans le même sens. Chaque maison du village est à la fois un lieu de vie et de travail. Ni famille d'accueil, ni foyer d'accueil, la maison d'habitation est conçue comme une maison ordinaire avec cuisine, salon, salles de bain, et chambres que les frères



Exemple de Village d'enfants à Bar-le-Duc (Meuse) - Action Enfance

et sœurs peuvent décorer et aménager... Un lieu rassurant, partagé dans le quotidien par 6 enfants et leurs 4 éducateurs familiaux qui se relaient jour et nuit, selon un rythme de travail qui permet une prise en charge constante et stable des enfants. Comme à la maison... Il s'agit de créer les conditions afin de permettre les liens d'attachement. Les enfants vivent et grandissent là, dans un lieu repéré et durable qui allie respect de l'intimité et apprentissage de la vie en commun », précise Julie Basset, chargée de l'opération de Sablons. « Action Enfance mène des recherches-actions en ce sens pour identifier et modéliser ce qui est facilitateur de lien à l'intérieur du village d'enfants, et à l'extérieur aussi. Avec des sociologues, nous travaillons sur le capital social de l'enfant, et sur sa capacité à tisser un réseau de liens. » En effet, le village est protégé, entouré d'une clôture sur tout son périmètre, mais néanmoins ouvert sur son environnement. Même s'il reste un lieu réglementé, il s'agit de trouver l'équilibre entre « laisser grandir les enfants » et « garantir leur sécurité », entre la vie dedans et celle du dehors.

Ancrage et dynamiques locales

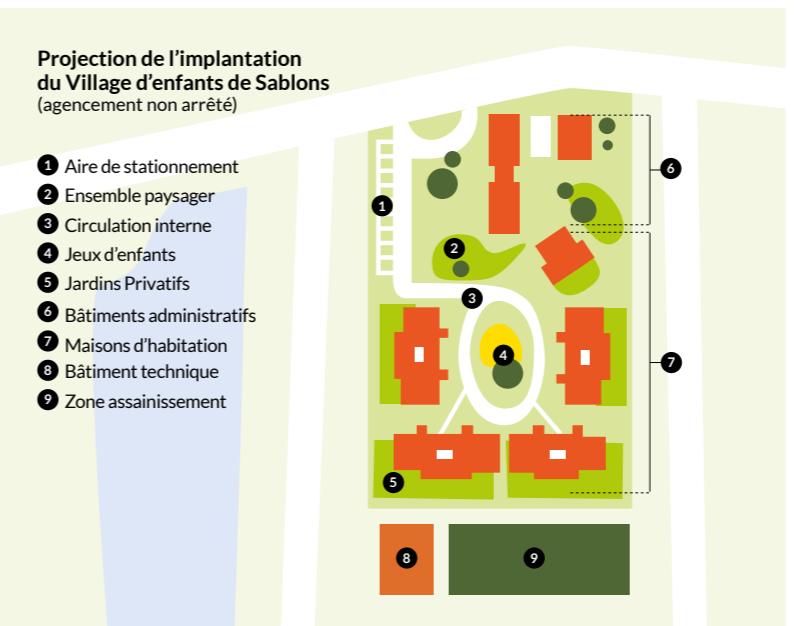
La vie des enfants au sein de ce village n'est pas déconnectée du territoire où l'implantation a été choisie. Premier en Gironde, le village d'enfants de Sablons s'inscrit dans la vie de la commune, et bien au-delà. L'une et l'autre vont s'enrichir et les impacts dans la vie locale seront multiples. L'installation de ce lieu va d'abord permettre

de créer de l'emploi direct et indirect : dès le printemps 2020, 45 salariés composeront l'équipe administrative et éducative, du directeur à l'éducateur familial en passant par les psychologues et les agents d'entretien. Cela va également faire travailler les commerces de proximité, l'alimentaire par exemple. Les enfants vont venir compléter les effectifs dans les écoles, collèges ou lycées. L'inclusion scolaire sera au cœur de la réflexion, à Sablons et alentours : pérenniser des classes, trouver des contrats d'apprentissage ou des stages de 3^e, etc. Les interactions seront nombreuses avec les structures associatives, culturelles et

sportives où de nouveaux échanges vont se construire, ainsi qu'avec les infrastructures de soin et d'éducation spécialisée, nécessaires à l'accompagnement des enfants confiés, tel que le centre hospitalier de Libourne.

Autant de développements humains, économiques et sociaux qui se préparent lors de réunions publiques, se construisent dans la concertation et pour lesquels les volontés départementale et locale, déjà affichées, sont le socle de la réussite.

gironde.fr/protection-enfance



Une livraison « clé en main »

Action Enfance a lancé, en février, un appel d'offres pour un Contrat de Promotion Immobilière (CPI) en vue de la conception, de la réalisation et de la livraison « clé en main » du Village d'enfants de Sablons. Conduire ce type d'opération sous cette forme est une expérience nouvelle pour Action Enfance. Les critères spécifiés témoignent d'une véritable intention environnementale qui s'attache à l'innovation et aux performances énergétiques tant en matière de

construction que d'exploitation. Il s'agit pour la première fois de réaliser une nouvelle génération de village d'enfants, à énergie positive et écologiquement responsables. La sensibilité locale est importante. Le mode de construction sera simple, écologique et performant avec notamment un recours au bois, aux matériaux écoresponsables. Le fonctionnement prévoit déjà des voitures électriques, un potager éducatif, et un mode de chauffage écoresponsable.



Exemple de Village d'enfants à Bréviandes (Aube) - Action Enfance



Emmanuelle Ajon,
Vice-présidente chargée de la promotion de la santé et de la protection de l'enfance

«Un enfant confié au Département par décision de justice est un enfant à protéger. En Gironde, leur nombre a augmenté de 22% au cours des six dernières années.

Notre responsabilité est immense en la matière. Il s'agit de répondre aux besoins fondamentaux de chaque enfant dans le respect de ses droits. Et malgré notre volonté de diversifier les lieux d'accueil partout en Gironde, nous n'avions pas jusqu'à présent de dispositif permettant d'accueillir les fratries.

Le choix du Village d'enfants permet d'apporter une réponse innovante et sociale où l'intérêt de l'enfant est au centre de la réflexion.»

Le pourquoi du comment

Budget de la protection de l'enfance en Gironde : 236 millions d'euros en 2019.

Le Village d'enfants de Sablons a obtenu une autorisation du Conseil Départemental qui financera son fonctionnement sur la base d'un prix de journée.

Contacts

Action enfance
Marc Chabant, directeur du développement
Julie Basset, cheffe de projet
28, rue de Lisbonne 75008, Paris
Tél. 01 53 89 12 12 - julie.basset@actionenfance.org
www.actionenfance.org



Enfance en danger
www.allo119.gouv.fr - Tél. 119



Département de la Gironde
Pôle solidarité vie sociale
Direction de la protection de l'enfance et de la famille.
Evelyne Perrier, directrice adjointe
Tél. 05 56 99 35 06
dpef@gironde.fr

Administration

Le code de la commande publique est là : à vous de jouer

Commentaire relatif à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

La revue des marchés publics
Décembre 2018 - Janvier 2019

Auteur : Jean-Marc Joannès

Comment fait-on pour...créer une maison de services au public

Conseils pour créer une maison de services publics : diagnostic, privilégier l'échelon intercommunal, offrir une palette de services, bien dimensionner la taille du bâtiment, recruter des agents compétents...

Le Journal des maires 01/03/2016

n° 3 - p.40-41

Auteur : Frédéric Ville

Sponsoring et naming : petit manuel du parrainage à l'usage des collectivités

Les collectivités sont de plus en plus nombreuses à faire appel au partenariat d'entreprises pour financer des équipements publics ou l'organisation de manifestations.

La Gazette des communes 01/10/2018

n° 2434 - p.62-64

Auteur : Stéphane Brunella

Parution du Guide des débits de boissons

Le guide des débits de boissons a pour vocation de présenter en un seul et même volume l'ensemble des dispositions qui figurent aujourd'hui pour l'essentiel dans le code de la santé publique, mais également dans d'autres codes.

Ministère de l'Intérieur - Document complet - 2018-12-13
<https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Parution-du-Guide-des-debits-de-boissons>

Numérique

12 conseils pour protéger ses données

La cybersécurité au sein des entreprises est essentielle à la protection des données personnelles et professionnelles, cet article nous livre 12 conseils pour sécuriser son système d'information.

Archimag 01/11/2018

n° 319 - p.36-37

Auteur : Eric Le Ven

Economie

Emploi : les collectivités sont sur tous les fronts

Les collectivités locales innovent face au chômage.

Maires de France 01 février 2019
n° 365 - p.34 - 40

Auteure : Emmanuelle Stroesser

Du mouvement pour les cantines scolaires

Quelles sont les exigences de la loi Alim ? Quid de la tarification de la restauration scolaire et du choix des menus.

Le Journal des maires 01/02/2019
n° 2 - p.25-31

Auteur : Jean-Yves Martinet

Peut-on mesurer la richesse produite sur un territoire ?

Une plus grande diversité d'indicateurs suppose une définition de la richesse prenant en compte la vie sociale, les rapports sociaux, le lien entre les individus et leur territoire ou plus largement leur lien avec tout ce qui fait société, etc. Elle n'est donc pas seulement monétaire.

La Lettre du cadre territorial Janvier 2019
n° 524 - p.66-67

Auteur : Philippe Nikonoff

Environnement

Prévoir l'Impact du Bruit des Éoliennes: un projet de recherche ANR piloté par le Cerema.

Le Cerema est le pilote et l'un des partenaires du projet ANR PIBE (Prévoir l'Impact du Bruit des Eoliennes). Ce projet vise à mieux maîtriser le risque sonore des éoliennes à chaque stade de vie d'un parc éolien, de sa phase de conception à sa phase d'exploitation.

CEREMA - Analyse complète
2019-01-21

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/prevoir-impact-du-bruit-eoliennes-projet-recherche-anr>

L'eau - Préserver et mieux gérer sa ressource : le défi des élus

Les élus sont des acteurs incontournables de la gestion de l'eau. Leurs actions concernent aussi bien la préservation des milieux naturels, la qualité de l'eau, l'entretien et le financement d'infrastructures que la gestion du risque inondation.

La Revue des collectivités 01/12/2018 - n° 498 - p.64-70

Auteur : Blandine Klass

Gemapi : penser nature, panser la nature

La nouvelle compétence sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations incite les collectivités à s'interroger sur la façon de concilier écologie et sécurité.

Technicités Janvier 2019
n° 319 - p.17-22

Auteur : Freddy Rey

Risques naturels - De l'inondation au projet de territoire

La conception des projets urbains requiert l'atteinte d'un équilibre parfois complexe.

Technicités 01/12/2018
n° 318 - p. 19-24

Auteur : Mathieu Boisseau

Dossier - La terre, un bien hors du commun à protéger et à partager

Ce dossier propose un tour d'horizon des enjeux actuels et mobilisations autour de la préservation et du partage des terres agricoles.

Transrural Initiatives
nov-déc 2018 - n° 471

Auteurs : Fabrice Bugnot, Hélène Bustos, Etienne Martin

Agriculture - agir, de la terre à l'assiette

Des élus œuvrent pour une relocalisation de la production, dans l'intérêt des agriculteurs comme de leurs habitants.

Le Courier des maires 01/01/2019

n° 330 - p.25-30

Auteur : Hugo Soutra

Urbanisme

50 questions - la loi "Elan"

Ce 50 questions-réponses porte sur ces différents chapitres et les modifications qu'apporte la loi "Elan" quatre ans après le précédent grand texte sur le logement, la loi "Alur".

Le Courier des maires 01/01/2019

n° 330 - p.1-15

Auteurs : Jean-Christophe Lubac, François Bas, Clément Boudoyen

Guide "Créer les paysages d'aujourd'hui en respectant l'héritage du passé : énergie solaire et patrimoine protégé"

Ce guide met à disposition des porteurs de projets une analyse fine des régimes juridiques d'installation de panneaux solaires, à la fois dans le cadre général dans du bâtiment classique, mais aussi dans le cadre des espaces protégés.

FNCCR - Communiqué 2019-01-14

<http://www.fnCCR.asso.fr/article/guide-solaire-et-patrimoine-protege/>

Guide pour le développement du solaire dans le patrimoine protégé

Un guide qui fait le point sur l'état du droit et recense les bonnes pratiques de développement du solaire en espaces protégés

FNCCR - Document complet

2018-12-06

<http://www.fnCCR.asso.fr/article/guide-pour-le-developpement-du-solaire-dans-le-patrimoine-protege/>

Alimentation : les points clés de la loi du 30 octobre 2018

"Seuls de produits durables et de qualité, menus végétariens, lutte contre le gaspillage alimentaire..., la loi impose de nouvelles obligations à la restauration collective."

Maires de France 01 décembre 2018

n° 363 - p.126-127

Auteure : Fabienne Nedey

Le Journal des maires 01/02/2019

n° 2 - p.25-31

Auteurs : Dominique Hervé, Aurélie Nicolas, Jean-Yves Martinet

Le Département est aux côtés des territoires et renforce son soutien chaque année

Rapport d'activités 2018 :



14 projets d'initiative publique
ou associative financés par le nouveau dispositif « coup de pouce » pour un montant de **320 000 euros**



10 132 Girondines et Girondins ont bénéficié des actions financées dans le cadre de la subvention globale du Fonds Social Européen (FSE) depuis le début de la programmation en 2015 pour un montant de **9,8 millions d'euros** programmés au titre du FSE sur la même période.

Le Coefficient Départemental de Solidarité

Correcteur des inégalités, le Département va plus loin dans le soutien aux territoires les plus défavorisés.

Le CDS permet de moduler les montants des aides départementales à l'investissement et au fonctionnement des communes et intercommunalités. Jusqu'en 2018, il tenait compte de trois critères dans son calcul : le potentiel fiscal, le revenu par habitant et l'effort fiscal. Le CDS évolue désormais pour une meilleure prise en compte de l'indice de fragilité sociale des communes girondines : indice combinant structure familiale, niveau de diplôme, situation par rapport à l'emploi et distribution des revenus déclarés. Cette nouvelle formule permet d'agir plus fortement dans les zones les plus fragilisées socialement.

Selfie !



Thomas Fourche, secrétaire, et Sabra Ben Ali, présidente de l'association ENTR-AUTRES

« Il faut du collectif, c'est la base ! »

D'un air mutin, Sabra Ben Ali ponctue l'échange : « *On est tous dans le même bateau !* C'est ma deuxième punch-line après *la société a les jeunes qu'elle mérite !* ». À l'aune de cette rencontre, notre société serait alors bien fine, pétillante, pugnace, inventive, lucide et curieuse... bref, elle ressemblerait à Sabra. Portrait.

La prise de conscience

Des études de psycho emmènent Sabra à Lisbonne en Erasmus, puis à l'Université de Nice où elle obtient son Master « Lien social, situation de crise et interculturalité ». Rentrée à Bordeaux, la Mission locale de Haute-Gironde lui offrira son premier poste de psychologue où elle reçoit les jeunes de 16 à 25 ans en parcours d'insertion vers l'emploi. C'est le moment de la prise de conscience pour Sabra. Elle va construire son parcours contre les incohérences et les faiblesses du système qu'elle découvre. Entre autres...

Un outil de médiation

Avec des amis, Sabra décide de mettre en œuvre des solutions bienveillantes pour ces jeunes qui ont besoin de bosser, d'être valorisés. Ils mélangeront leurs savoir-faire, leurs compétences et leurs réseaux, et créent l'association Entr-autres au printemps 2013, qui a donné naissance à Réciprocité dès 2014 : un premier projet comme on joue aux apprentis sorciers, comme on expérimente en laboratoire une manière de refaire le monde.

Réciprocité permet aux jeunes de la Mission locale de Bordeaux de faire leur première expérience dans l'emploi en vendant des jus d'oranges frais sur les quais de Bordeaux de mai à octobre. Vous les avez forcément vus à bord de la rosalie qu'ils ont fabriquée ! Accompagnés par un bénévole différent chaque jour, ils deviennent acteurs d'un

modèle économique, bon pour la santé et pour l'écologie, rencontrent des professionnels et des patrons... différents. La nouvelle association devient un outil de médiation.

Des oranges pressées

200 bénévoles forment aujourd'hui le vivier de citoyens disponibles et utiles à la vie d'Entr-autres. L'association a recruté 4 salariés et son autofinancement progresse.

Sabra poursuit les remplacements professionnels formateurs et nourrissants pour son engagement bénévole. Elle s'inspire des failles des organisations pour enrichir son activité annexe et alternative. Ainsi, après avoir quitté un Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP) bordelais, elle et ses complices construiront un

deux suivants sont déjà en place. Sabra précise : « Ce projet a mis 3 ans pour aboutir ! Son ADN et ses logiques sont différents et ce n'est pas facile d'accorder les temporalités de chacun des partenaires... Il faut faire preuve de patience et d'agilité. » Elle est au bon endroit : Sabra en arabe signifie « patience »...

Un pas de côté

La jeune femme enchaîne : « Dans une équation financière, nous n'aurions aucun intérêt à ce que les jeunes aillent mieux... Mais nous, on en a décidé autrement : bénévoles et salariés ont fait le choix de co-créer, de renouveler, de permettre aux partenaires et aux institutions de faire un pas de côté dans leur démarche. Mon métier est d'écouter, de traduire les besoins de ces jeunes.

« *Mon métier est d'écouter, de traduire les besoins de ces jeunes. ENTR-AUTRES constitue une passerelle entre prise en charge et autonomie. On a le droit d'inventer, de bouger les curseurs !* »

nouveau projet : Auto'homme. L'association place des distributeurs automatiques de jus d'oranges frais dans des lieux privés ou publics, dont la maintenance sera assurée par des jeunes vivants avec un handicap psychique. Le premier, déposé au Conseil départemental, a été inauguré lors de la cérémonie de vœux le 8 janvier dernier. Les

Entr-autres constitue une passerelle entre prise en charge et autonomie. « *On a le droit d'inventer, de bouger les curseurs ! On crée de la richesse.* Mais attention, tout peut s'effondrer. Les contraintes obligent à toujours plus de créativité ! » conclut Sabra.

Contact

**Sabra Ben Ali, présidente
Association ENTR-AUTRES**
Tel. 06 66 61 93 32
benalisabra@gmail.com

Le Département accompagne et soutient l'association sur son projet Réciprocité à hauteur de 2 500 euros. Il verse également une aide au fonctionnement de l'association qui s'élève à 3 000 euros par an. Achat par le Conseil départemental de la machine presse-oranges : 10 488 euros.